

Fragile démocratie

par **Alain Cambier**

Chercheur associé à l'UMR 8163 « Savoirs, textes, langage » (STL) de l'Université de Lille.

Comment comprendre qu'un président américain sortant ait pu dénier les résultats légaux d'une élection présidentielle, au point de susciter un assaut insurrectionnel sur le Capitole, lieu le plus emblématique de la démocratie américaine ? Expliquer les tenants et aboutissants d'un tel événement n'est pas seulement un enjeu pour les américains, mais également pour tous ceux qui, attachés à la démocratie, sont aussi conscients de sa vulnérabilité. Car, de ce côté-ci de l'Atlantique, la démocratie est aussi menacée par le conspirationnisme de la « mob rule »¹, au point que, sous prétexte de remédier à ses imperfections, celui-ci n'hésite pas à remettre en question ses institutions.

En 2004, Philip Roth publiait *Le Complot contre l'Amérique*² où il recourait à une conditionnelle contrefactuelle³ : il imaginait qu'à l'élection présidentielle de novembre 1940, aux États-Unis, l'aviateur Charles Lindbergh était devenu le 39^{ème} président, au lieu de Franklin D. Roosevelt. Lindbergh affirmait sa sympathie pour Hitler et avait été décoré par le régime nazi, mais il avait surtout mis sa notoriété au service de l'antisémitisme et de l'organisation *America First*. La dérive de l'exercice du mandat présidentiel de Donald Trump n'est pas sans rappeler, par certains traits, cette vision cauchemardesque de la démocratie américaine, surtout par le recours à ce que le personnage de Roosevelt dénonce, dans le roman de Roth : « Les contrevérités les plus ignobles jamais prononcées dans la vie publique ».

De la télé-réalité à la théorie de l'exécutif unitaire

Il n'est pas anodin de rappeler que Donald Trump est entré dans la vie publique, en 2004, par le biais d'une émission de télé-réalité dont il était l'animateur : *The Apprentice*. Or, le succès de ce type d'émission qui favorise la « *tchatche* » a été synonyme d'une démission radicale de tout idéal normatif et d'un abaissement consternant des exigences éthiques. La télé-réalité a globalement contribué à un renversement des valeurs où la complaisance pour une prétendue authenticité spontanée s'est imposée au détriment de toute analyse critique. Cependant, rien n'eût été possible sans qu'au sein même du parti républicain, des remises en question insidieuses des institutions n'eussent été favorisées. Ainsi, le mouvement libertarien *Tea Party* a contribué de manière décisive à la radicalisation du discours conservateur. La personnalisation extrême du pouvoir présidentiel exercé par Trump résulte également de la promotion de la théorie de « l'exécutif unitaire » initialement préconisée par l'ancien juge à la Cour suprême Antonin Scalia, en 1988, afin de revenir sur

l'encadrement jugé excessif du pouvoir exécutif. Cette théorie fut reprise notamment par Dick Cheney - ancien vice-président de G.W. Bush⁴ -, puis par William Barr, l'*attorney* général des États-Unis nommé par Trump. Elle consiste à faire une nouvelle lecture de certaines clauses de l'article II de la constitution américaine⁵ afin de justifier un total contrôle de la branche exécutive par le pouvoir présidentiel et s'émanciper de toute interférence, en externe, de la part du Congrès et, en interne, du pouvoir de l'administration. Cette théorie impériale du pouvoir exécutif a donc conduit Trump à s'en prendre à l'administration exécutive, au point de stigmatiser le rôle supposé pernicieux d'un « Etat profond » et de ses inspecteurs généraux. Elle explique, en partie, pourquoi le 45^{ème} président des États-Unis n'a jamais vraiment endossé les habits d'un homme d'Etat, en raison même de son aversion vis-à-vis des rouages de l'Etat fédéral. Elle témoigne surtout de la pénétration des idées de Carl Schmitt chez les théoriciens du parti républicain et, en particulier, de l'apologie d'un décisionnisme pur. Les thèses de Carl Schmitt relèvent d'une théologie politique qui assure une place déterminante à l'homme providentiel, au détriment de tout normativisme juridique⁶. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que les partisans les plus fervents de Trump puissent avoir cru jusqu'au bout que l'activisme politique pourrait faire des « miracles », au point de suspendre ultimement la légalité en place.

L'escamotage du rapport à la réalité

Dans la posture du décideur souverain, Trump s'est même employé à vouloir décider de la véracité ou non des faits. En démocratie, l'opinion peut être considérée comme reine et la démocratie instaure « la règle qui permet aux différentes vérités de s'affronter »⁷. Mais ces « différentes vérités » sont censées porter sur des mêmes faits établis. Or, avec Trump, il ne s'agit plus d'émettre des opinions différentes, mais de dénier les faits eux-mêmes.

¹ i.e. « Le pouvoir de la foule ».

² P. Roth, *Le Complot contre l'Amérique*, éd. Gallimard, 2006.

³ « Je ne fais que dé-fataliser le passé pour montrer qu'il aurait pu être tout autre, et que ces choses auraient pu arriver chez nous » P. Roth, dans *Le Monde* du 13 mai 2006.

⁴ Cf. le film *Vice* d'Adam McKay, en 2018.

⁵ En particulier de la *Vesting clause*.

⁶ Carl Schmitt, *Théologie politique*, Gallimard, 1988 : ce juriste se rallia à Hitler en 1933.

⁷ Edgar Morin, *Penser l'Europe*, 1987.

Ainsi, avait-il introduit, dès janvier 2017, la notion très orwellienne de « faits alternatifs » : nous ne pourrions plus alors partager le même monde. Une opinion est un point de vue plus ou moins avéré sur un état de choses, comme lorsque l'on dit : « *je crois qu'il pleut* » et que cette assertion est censée pouvoir être corroborée ou non. Le tour de passe-passe opéré par Trump est d'avoir soumis les faits à l'aune de ses croyances plutôt que l'inverse. L'enjeu n'est plus alors de croire ce que l'on voit, mais de voir ce que l'on croit et d'entretenir ses partisans dans leurs pires préjugés. Dès lors, au type d'avis censé être porté sur les faits a été substitué un autre mode de croyance : le « *croire en...* ». Plutôt que de s'exprimer sur une situation objective, il s'est agi de croire avant tout en lui, de s'en remettre à sa personne. Dans ses péroraisons, l'expression récurrente « *Believe me* » témoigne de cette dérive où il devient l'unique centre de gravité qui décide de toute réalité. La présidence de Trump a été celle de l'outrecuidance : ce terme vient de l'ancien français « *cuider* » qui signifie « croire » et désigne cette attitude arrogante qui consiste à afficher une abusive confiance en soi. La substitution du « *croire en* » au « *croire que* » sape les règles du jeu de l'opinion et réduit le débat démocratique à un plébiscite... Toute analyse critique est alors considérée comme superflue puisqu'il suffirait de faire confiance en celui qui dit s'exprimer « authentiquement », en donnant libre cours à l'expression vindicative de ses humeurs dans des *tweets* nécessairement dédialectisés et en se faisant le porte-voix virulent de toutes les rancœurs des « petits blancs » américains. La démocratie de l'opinion devient alors la dictature des émotions.

Le déni de la démocratie

Le déni du résultat des élections présidentielles américaines n'est que l'aboutissement d'une attitude négationniste sur laquelle Trump a bâti sa présidence. La conséquence de cette entreprise de déréalisation est de s'interdire définitivement de se donner les moyens de distinguer entre « avoir objectivement raison » et « penser subjectivement que l'on a raison ». Comme tout recours à un état de choses objectivement reconnu est par avance discrédité, chacun est condamné à s'enfermer dans les fantasmes les plus outranciers et les procès d'intention les plus sordides. Aussi, les images manichéennes prennent la place des concepts raisonnés. Les informations susceptibles de contredire la parole « oraculaire » sont alors traitées de *fake news*, et tout opposant politique est présenté non comme un simple adversaire, mais comme un ennemi radical, au point d'y projeter la figure de Satan. Ainsi, pour la secte QAnon⁸ qui soutient aveuglément Trump, celui-ci aurait été choisi par Dieu pour combattre un complot fomenté contre l'Amérique par les représentants

corrompus du parti démocrate... Dès lors, au bout de cette dérive fantasmagique, justification est faite de la violence considérée comme ordalie. Tout ce qui vient opposer sa résistance têtue à ce mode hallucinatoire de vision du monde est voué à être annihilé symboliquement ou physiquement. Cette entreprise de dénégation a trouvé son apogée avec le résultat des élections de novembre : elles ne pouvaient qu'être truquées, puisque d'avance Trump était convaincu de ne pas pouvoir perdre ! Il est frappant de constater combien, tout au long de son mandat, le discours Trumpien est apparu fasciné par la force⁹. Ici encore, nous retrouvons les thèses de Carl Schmitt pour qui la politique se réduit à l'intensification du conflit : la compétition pour la souveraineté implique une montée aux extrêmes dans la démonstration de force. Au bout du compte, de quoi le *trumpisme* est-il le nom si ce n'est celui du déni de la démocratie ? C'est l'une des raisons qui explique sans doute cette mansuétude complice dont il a fait preuve vis-à-vis de régimes notoirement autoritaires... Mais le *trumpisme* a fait aussi des émules dans les autres démocraties occidentales, pour les faire vaciller : stratège de Trump et figure de l'*alt right* américaine, Steve Bannon¹⁰ s'est employé à soutenir activement l'ultra-droite en Europe. Comme tout démagogue patenté, ce dernier a joué sur la crise de la démocratie, non pour l'amender, mais plutôt pour la transformer en « gouvernement de la foule » ou surtout de ceux qui prétendent parler en son nom et s'attaquer aux institutions. L'assaut contre le Capitole de Washington avait été lui-même précédé, en 2020, par un assaut armé contre celui du Michigan. En Europe, le coup de force sur l'Arc de Triomphe¹¹ - le 1er décembre 2018 - par des gilets jaunes de l'ultra-droite, tout comme l'assaut violent contre le Reichstag - le 29 août 2020 - par des anti-masques, anti-vaccins et autres conspirationnistes, témoignent de cette volonté de transformer la crise de la démocratie en *kaïros*, en moment opportun pour la renverser¹². La leçon à tirer du Trumpisme est loin de se limiter aux frontières des Etats-Unis...

L'ironie de l'histoire

Ce n'est pas le moindre paradoxe de mesurer le tournant opéré par le Parti républicain, aux Etats-Unis, alors qu'il fut celui d'Abraham Lincoln. Pendant longtemps, ce fut le parti démocrate qui apparut dominé par la composante sudiste et conservatrice : la création du parti républicain en 1854 avait été motivée par l'anti-esclavagisme. En revanche, le parti républicain s'est implanté dans le sud, dans les années 1960, après que la ségrégation raciale fut considérée comme anti-constitutionnelle : ce qui fit perdre les voix des *dixies* aux démocrates qui avaient alors défendu cette avancée sociale.

⁸ Secte qui regroupe des suprémacistes blancs conspirationnistes.

⁹ Carl Schmitt, *La Notion de politique*, Calmann-Lévy, 1972, p. 66.

¹⁰ « Steve Bannon, le grand manipulateur », documentaire d'Alison Klayman, 2019.

¹¹ Ce monument n'est certes pas un symbole de la démocratie, mais en revanche, avec la tombe du soldat inconnu à ses pieds, il est un enjeu d'affichage politique pour l'extrême droite.

¹² J. Décugis, P. Guéna, M. Leplongeon, *La Poudrière*, Grasset, 2020.

Avec Reagan, dans les années 1980, le parti républicain devint celui du néo-libéralisme et le flambeau fut repris par les Bush père et fils. Mais avec Trump, ce parti s'est définitivement radicalisé en devenant celui du conservatisme social, de l'intégrisme religieux chrétien, de la méfiance vis-à-vis des minorités ethniques, de l'obscurantisme antiscientifique, de l'ultranationalisme, de l'allergie vis-à-vis de l'Etat fédéral et de l'*establishment*... Ce parti semble donc avoir totalement oublié le sens de la notion de république. Pourtant, cette notion avait servi de repère fondateur lors de la conception de la Constitution fédérale en 1787. Elle avait servi à Madison pour théoriser les remèdes aux maux d'un « gouvernement populaire » et à sa « propension à ce dangereux vice qu'est la violence des factions » : car pour lui, le risque était que « ce soient les passions, et non la raison du peuple, qui président au jugement »¹³. L'objectif de Madison était de maîtriser les effets des factions par une organisation adéquate des institutions, notamment par le biais de la représentation. Il distinguait alors la « république » de la « démocratie pure » qui « ne peut comporter de remède contre les factions »¹⁴. La république fournit les moyens institutionnels de « raffiner et d'élargir les vues publiques »¹⁵

pour ne pas altérer le sens du « bien public ». Le but de Madison était donc d'instaurer un cercle vertueux de causalité entre république et démocratie : une république légitime ne peut « s'appliquer » qu'à une société démocratique, mais son rôle est, en retour, de préserver celle-ci par le contenu de ses institutions et l'empêcher de s'auto-détruire¹⁶.

Kelsen définit la démocratie comme « la tendance à l'identification des gouvernants et des gouvernés »¹⁷ : cette définition a le mérite de pointer la tension entre l'idéal et la réalité. Or, le mirage serait de vouloir à tout prix résorber cette tension en faisant de l'idéal une réalité, c'est-à-dire en prétendant accomplir totalement cette identification. Car, le corollaire de cette identification serait de vouloir réaliser la « similarité » de tous ses citoyens. Au contraire, la République est censée réguler la diversité de ses citoyens sans réduire leurs différences, quitte à ce que la démocratie demeure une tâche asymptotique plus qu'une œuvre accomplie. Sans les institutions, sans l'Etat de droit, sans la République, une démocratie est vouée à s'effondrer sur elle-même en ochlocratie¹⁸.

¹³ *Le Fédéraliste*, n° 10, Rakove, p.160.

¹⁴ *Le Fédéraliste*, n° 10, *op. cit.* p.165.

¹⁵ L'expression est reprise par Hannah Arendt, *Sur la révolution*, chap. 6.

¹⁶ A. Léchenet, *Jefferson-Madison. Un débat sur la République*, PUF, 2003.

¹⁷ H. Kelsen, *La démocratie, sa nature, sa valeur*, éd. Economica, 1988.

¹⁸ La notion grecque d'*ochlocratie* équivaut à celle anglo-saxonne de *mob rule*, avec la même connotation péjorative : celle de la foule vitupérant.